

Lettre ouverte pour le 29 mai 2008

**Lettre aux Québécois :**

**Droits des Premières Nations : « Les gouvernements attendent-ils une nouvelle crise avant d'agir? »**

Ghislain Picard

Chef de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador

Chers Québécois et Québécoises,

Entendre parler des « revendications autochtones » peut certainement vous inspirer un sentiment d'exaspération. Nous comprenons. Nous, les Premières Nations, sommes surtout fatiguées d'en parler, sans que cela ne donne de résultat.

Ce que nous partageons, et qui est le plus frustrant dans cette situation, c'est que ni vous ni moi n'avons les moyens de changer les choses, tant et aussi longtemps que les gouvernements se contenteront de pelleter en avant des problèmes qui persistent depuis plus de quatre siècles. Combien de Québécois ont conscience que leurs gouvernements successifs ont totalement ignoré la protection de nos droits territoriaux, pourtant inscrits dans la Proclamation royale de 1763, ainsi que dans la Constitution canadienne? Ailleurs au Canada, les Premières Nations ont signé des ententes appelées traités. Il n'en a pas été le cas ici au Québec. Mises à part les nations crie, inuite et naskapie, aucune autre Première Nation n'a signé d'entente avec les gouvernements. En cela, la majorité des Premières Nations n'ont jamais cédé ou renoncé à leurs droits sur un vaste territoire du Québec.

Reporter à plus tard les décisions difficiles à prendre, c'est hypothéquer encore davantage l'avenir de nos cultures, de nos enfants et des générations qui en suivront. Dans le cas des questions environnementales, la sensibilisation et la mobilisation populaires ont eu pour effet de transformer positivement l'attitude des politiciens. À l'heure actuelle, la préservation de l'environnement est la plus haute priorité des Québécois. Pour plusieurs, nos Premières Nations vivent dans des conditions inacceptables, dans des communautés qui ont été trop longtemps privées d'accès aux ressources nécessaires à leur développement économique, alors que la Proclamation royale devait protéger leurs droits d'accès à ces mêmes ressources. Ne serait-il pas grand temps de redéfinir un partage plus équitable des ressources?

En cette « Journée nationale d'action » (29 mai 2008), nous marchons dans les rues d'Ottawa pour sensibiliser la population canadienne et québécoise sur l'urgence d'agir. Ce n'est pas la première fois que nous tentons de rendre publiques certaines de nos préoccupations. Je constate qu'il est souvent très difficile de faire entendre notre message, même si celui-ci est positif. Aujourd'hui, nous tentons de créer et de renforcer des liens avec nos voisins québécois.

Par ailleurs, je comprends la réaction de certaines personnes qui ne saisissent pas pourquoi les Premières Nations semblent toujours être en revendication de droits. Les questions qui nous concernent ne sont pas simples, et leurs explications ne le sont guère non plus. Ce qui porte une atteinte supplémentaire à cette situation déjà complexe est certainement la tendance des médias québécois à rapporter les éléments négatifs, et à traiter la nouvelle superficiellement.

Soyons clairs : les Premières Nations souhaitent établir de véritables alliances avec les Québécois, en continuité avec celles conclues il y a 400 ans entre nos ancêtres et les colons français. Pour ce faire, il faut nécessairement que l'on mette fin au régime colonial qui continue d'exister. Il faut que les gouvernements cessent de remettre à plus tard les questions complexes, principalement celles liées à nos droits ancestraux, ainsi qu'à notre droit à l'autonomie gouvernementale.

L'élément le plus litigieux et le plus important à résoudre est sans contredit la problématique territoriale. Plusieurs craignent que les Premières Nations revendiquent tout le territoire québécois. La réalité est qu'effectivement, les Premières Nations ont des droits sur d'immenses territoires, tels que reconnus par la loi, mais qu'il est temps de négocier tout simplement un meilleur partage qui permettra à nos deux réalités de coexister en ces lieux.

Ainsi, depuis maintenant 400 ans, Québécois et Premières Nations partagent ce territoire sans qu'aucun traité n'ait été convenu, et en l'absence d'une réelle cohabitation respectueuse des droits de chacun. Ces conditions ne favorisent pas l'établissement de relations harmonieuses entre les Premières Nations et le Québec. Il est donc urgent que les gouvernements et les Premières Nations abordent cette question de fond. Si nous ne le faisons pas maintenant, nous risquons de voir nos relations sans cesse se détériorer.

Jusqu'à maintenant, devant le peu de progrès réalisés au cours des dernières années, les leaders des Premières Nations vivent une énorme frustration et demandent des changements profonds à court terme. Ce ressentiment s'exprime, notamment, par les actions d'aujourd'hui. Il est capital de rappeler que cette frustration n'est pas dirigée vers la population québécoise. Je le répète, les Premières Nations souhaitent plutôt développer une alliance et une collaboration sincères avec leurs voisins québécois, car l'avenir des Premières Nations et de leurs relations avec l'État n'est pas que l'affaire des gouvernements, mais de toute la société. Tout le Québec gagnerait à voir les Premières Nations s'épanouir.

Face à cet immobilisme des gouvernements, la question que l'on doit se poser est celle-ci : « Les gouvernements attendent-ils une autre crise majeure avant d'agir? »

On m'accusera peut-être de faire de la politique pendant que les conditions socioéconomiques de nos peuples ne s'améliorent que très lentement. Cette accusation est malvenue, puisqu'il y a un lien direct entre l'autogouvernance et l'avenir socioéconomique de nos peuples. Tout comme il y a un lien étroit entre nos conditions de vie et l'accès aux terres et aux ressources. Le Forum socioéconomique des Premières Nations tenu à Mashteuiatsh en 2006, en compagnie de représentants des gouvernements du Québec et du Canada, ainsi que de la société civile québécoise, a bien démontré la nécessité d'aborder ces enjeux politiques. La véritable solution réside dans l'autonomie gouvernementale. Nous connaissons les enjeux, nous connaissons les défis et nous connaissons les solutions. Les Premières Nations demandent aujourd'hui la reconnaissance de leur statut et la possibilité d'accéder aux ressources nécessaires pour relever les défis qui les interpellent. Pour réaliser cet objectif d'importance, les Premières Nations font appel à l'ensemble de la population québécoise.

Dans la Paix et l'Amitié,

Ghislain Picard